



L'entrepreneuriat, une source d'inclusion social et d'autonomisation financière des femmes en situation vulnérable

EL Bachir EL MORABIT ¹, Driss FERHANE ², Mohammed BOUZALMAD^a

¹Doctorant en science de gestion Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Tanger
Université Abdelmalek Essaâdi elbachir.elmorabit@etu.uae.ac.ma

²Directeur de thèse Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Tanger Université
Abdelmalek Essaâdi dferhane@uae.ac.ma

^aDoctorant en science de gestion Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Tanger
Université Abdelmalek Essaâdi mohammed.bouzalmad@etu.uae.ac.ma

Résumé: Perçu comme un nouvel axe de croissance pour les pays du Nord, le Maroc suscite un intérêt croissant depuis plusieurs décennies. Ces dernières années, on observe des efforts pour formaliser un modèle de management ou d'entrepreneuriat propre au Maroc. Bien que ces tentatives soient parfois incomplètes ou naïves, elles ont le mérite d'exister et de contribuer à la compréhension d'un phénomène complexe, qui intègre des dimensions et des variables difficiles à saisir à travers les cadres d'analyse traditionnels utilisés en Europe ou en Amérique du Nord.

Le progrès économique de toute nation est étroitement lié à l'implication active des femmes dans l'économie. Au Maroc, l'entrepreneuriat féminin est reconnu comme un catalyseur crucial pour la croissance, l'emploi, l'innovation et la création de richesses, qui bénéficie à un segment substantiel de la société. Cependant, il rencontre encore de nombreux obstacles qui limitent son plein potentiel. Malgré ces défis, ces dernières années ont vu naître plusieurs initiatives prometteuses destinées à les surmonter.

Cette communication vise à examiner le lien de causalité entre entrepreneuriat féminin et leur autonomisation et à évaluer le rôle de l'entrepreneuriat féminin dans le développement socio-économique du Maroc, sur la base de la littérature spécialisée. Elle vise également à identifier et diagnostiquer les obstacles rencontrés par les femmes entrepreneurs marocaines.

Mots-clés: Entrepreneuriat, femmes entrepreneurs, dynamique entrepreneuriale, croissance, affaires, culture, autonomisation des femmes.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.14000361>

Published in: Volume 3 Issue 5



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

Abstract :

Seen as a new source of growth for northern countries, Morocco has been the subject of curiosity for decades. In recent years, attempts have been made to formalize the Moroccan management or entrepreneurship model. Attempts are often incomplete and sometimes naive, but first, they have the merit of existing to circumscribe a complex phenomenon combining complex dimensions and variables, which is elusive in the light of existing analytical grids in Europe or North America.

The economic advancement of any nation is closely linked to the active involvement of women in the economy. In Morocco, women's entrepreneurship is acknowledged as a crucial catalyst for growth, employment, innovation, and wealth creation, benefiting a substantial segment of society. However, it still encounters numerous obstacles that limit its full potential. Despite these challenges, recent years have witnessed the rise of several promising initiatives designed to overcome these barriers.

This communication aims to examine the causal link between women's entrepreneurship and their empowerment and to assess the role of women's entrepreneurship in Morocco's socio-economic development, based on specialized literature. It also aims to identify and diagnose the obstacles encountered by Moroccan women entrepreneurs.

Keywords: Entrepreneurship, women entrepreneurs, entrepreneurial dynamic, growth, business, culture, women empowerment.

1. Introduction

Le besoin de générer de nouvelles opportunités d'emploi est aujourd'hui largement reconnue à travers le monde. En conséquence, l'idée que la création d'entreprises pourrait être une solution clé au problème du chômage dans certains pays gagne de plus en plus de soutien. Ainsi, l'entrepreneuriat s'est considérablement développé pendant les dernières années.

Après avoir investi divers secteurs professionnels, les femmes ont également choisi de relever de nouveaux défis en prenant des risques pour diriger, créer et développer leur propre emploi. Pour cette raison, le rôle assumé par les femmes entrepreneures varie selon les sociétés. Au Maroc, les traditions et coutumes ont longtemps relégué les femmes à un rôle secondaire, mettant en avant l'homme et affirmant sa supériorité. En conséquence, les capacités créatives des femmes marocaines ont souvent été limitées ou sous-estimées.

Cette discrimination a freiné l'esprit d'initiative chez les femmes, les rendant dépendantes des hommes. Cependant, la généralisation de l'éducation pour les femmes, leur intégration croissante dans le marché du travail, l'émergence de nouvelles formes familiales, comme les familles à parent unique (monoparentales), a modifié le modèle familial marocain, ouvrant la voie à une participation plus active des femmes à l'économie domestique.

Historiquement, l'évolution des conditions sociales, économiques et culturelles, ainsi que les progrès juridiques, ont favorisé l'émergence de l'entrepreneuriat féminin au Maroc. Avant les modifications du code du commerce en 2003, les femmes étaient limitées dans leur liberté d'entreprendre, car elles devaient obtenir l'autorisation de leur époux pour exercer une activité commerciale. Toutefois, l'entrepreneuriat nécessite la capacité de prendre des décisions et une certaine indépendance pour créer librement. Aujourd'hui, grâce aux réformes légales en faveur des femmes, l'entrepreneuriat féminin au Maroc a gagné en visibilité et reçoit un soutien croissant.

Les femmes entrepreneures se sont investies dans divers secteurs tels que la restauration, l'agroalimentaire, le textile, les services, et le commerce. À l'inverse aux idées reçues, les sociétés dirigées ou créées par des femmes ne se limitent pas au secteur informel, mais incluent également des sociétés structurées et conformes au cadre légal. Cependant, l'entrepreneuriat des femmes au Maroc reste encore peu développé, avec seulement 12 % des entreprises créées par des femmes. L'entrepreneuriat pourrait pourtant représenter une solution majeure pour l'auto-emploi, dans une société où le chômage des gens qu'ils des diplômés, notamment des femmes, est un problème croissant.

Malheureusement, les recherches sur l'entrepreneuriat féminin au Maroc sont encore limitées. La plupart des études disponibles sont des rapports commandés par les autorités publiques, axés principalement sur l'activité professionnelle des femmes. Cela souligne l'importance d'approfondir l'étude de la position des femmes chefs d'entreprise, coopératives dirigées par les femmes.

La structure de notre communication se décline comme suit :

Synthèse de la littérature : Une analyse des études existantes sur l'entrepreneuriat, en mettant l'accent sur l'entrepreneuriat féminin dans son ensemble, et plus spécifiquement sur la place des femmes dans le contexte marocain.

Méthodologie : Présentation de la méthodologie de recherche qualitative employée pour explorer la relation entre l'autonomisation financière des femmes (l'empowerment) et l' entrepreneuriat féminin au Maroc .

Présentation et évaluation des résultats : Discussion autour des thèmes suivants :

- Portrait de l'entrepreneure marocaine : femmes (tranche d'âge, état civil, parcours éducatif).
- Caractéristiques de leurs entreprises (statut juridique, domaine d'activité, approche managériale).
- Facteurs clés et incitations à l'entrepreneuriat chez les femmes marocaines.
- Modes et moyens de financement
- Appui familial et professionnel
- Autonomisation financière des femmes ;
- Difficultés rencontrées les femmes entrepreneurs au Maroc

Le but essentiel de cet article est d'exposer et évaluer l'expérience des femmes entrepreneures au Maroc, En prenant en considération le cadre social, économique et culturel. Les conclusions de cet article serviront à développer des recommandations à l'intention des décideurs, en vue d'adopter des mesures parfaitement alignées avec les besoins des femmes entrepreneuses marocaines.

2. Revue de Littérature

2.1 Entrepreneuriat féminin

La majorité des études sur l'entrepreneuriat féminin se concentrent sur les différences entre les spécificités personnelles des Femmes créatrices d'entreprises, ainsi que celles de leurs projets, Leurs incitations à démarrer, diriger ou développer une entreprise, ainsi que sur les stratégies commerciales, telles que le financement et le réseautage.

Concernant les caractéristiques personnelles, certaines études révèlent que les femmes dirigeant d'entreprises tendent à être plus jeunes que les hommes dans des rôles similaires. et Qu'elles sont généralement épouses et mères de famille (Carrington, 2004 ; Légaré, 2000 ; St-Cyr, 2002). Elles ont généralement des qualifications académiques plus élevées que celles des hommes. (St-Cyr, Hountondji et Beaudoin, 2003), mais manquent souvent de Capacités de management, connaissances de base pour la gestion d'entreprise et savoir sur les dynamiques et tendances du marché (Itani, Sidani et Baalbaki, 2011 ; Roomi, Harrison et Beaumont-Kerridge, 2009). Leurs entreprises sont généralement de taille inférieure à celles dirigées par des hommes, tant en termes financiers qu'en nombre d'employés. (Al-Alak et Al-Haddad, 2010 ; Cornet et Constantinidis, 2004 ; Lee-Gosselin, Housieux et Villeneuve, 2010). De plus, leur progrès semble relativement faible, ce qui peut être lié à leur secteur d'activité (Rooney, Lero, Korabik et Whitehead, 2003 ; Watson, 2006).

Effectivement, les entreprises dirigées par des femmes sont souvent concentrées dans le secteur des services et du commerce de détail (Global Entrepreneurship Monitor, 2010 ; Saleh, 2011 ; Tahir-Metaiche, 2013). Le choix du domaine d'activité et la taille des entreprises sont influencés par des Choix individuels, des expériences passées, des contraintes financières, ainsi qu'une vision traditionnelle des connaissances, des compétences et des rôles sociaux féminins (Cornet et Constantinidis, 2004 ; Fairlie et Robb, 2009).

En ce qui concerne les stratégies commerciales des femmes entrepreneures, la littérature souligne les contraintes qu'elles confrontent au niveau de financement (Coleman et Robb, 2009 ; Welter, 2007). Habituellement, les femmes privilégient utiliser leurs propres ressources pour financer le lancement de leur entreprise au lieu de recourir aux Intervenants du marché financier (Cohn et Coleman, 2005 ;

Kwong, Evans et Thompson, 2012 ; Logan, 2012). Cette préférence est souvent liée à la nature de leurs domaines d'activité et à la petite taille de leurs entreprises. Les femmes entrepreneuses sont aussi moins engagées dans les canaux commerciaux conventionnels, Traditionnellement sous la domination masculine. (Hampton, Cooper et McGowan, 2009). Cela pourrait expliquer les raisons pour lesquelles de nombreuses femmes se tournent vers des réseaux d'affaires spécifiquement féminins. (Constantinidis, 2010 ; Hamouda, Henry et Johnston, 2003). Leurs réseaux d'affaires sont souvent composés principalement de personnes de leur milieu immédiat, tels que la famille et les amis (Bogren, Von Friedrichs, Rennemo et Widding, 2013 ; Hampton, Cooper et McGowan, 2009). Le profil individuel des femmes, notamment leur niveau d'enseignement, leur expérience et leur milieu social, influence également leurs choix et comportements entrepreneuriaux (De Vita, Mari et Poggesi, 2014). En outre, elles peuvent être confrontées à des attitudes discriminatoires ou défavorables sur le cadre professionnel (Saidi, 2003 ; Rachdi, 2006 ; Boussetta, 2011 ; Tounes, 2003).

Bien qu'une portion des écrits sur les femmes entrepreneuses.. se concentre sur leurs approches personnelles et les spécificités de vos sociétés, notre communication met davantage l'accent sur les facteurs contextuels, tels que les contextes politique, juridique, social, culturel et économique. Ces recherches démontrent que l'activité entrepreneuriale est le résultat d'une interaction dynamique entre les caractéristiques individuelles et les facteurs socio-environnementaux (Gasse, 2003), d'où l'importance de développer des approches basées sur l'étude de réalités contextualisées (Ahl et Marlow, 2012 ; Bloom et Van Reenen, 2010 ; Ahl et Nelson, 2014). Considérer le contexte local permet de mieux saisir les particularités de l'entrepreneuriat. Et aussi obstacles et mécanismes pour son amélioration. des analyses se sont focalisées sur le cadre particulier des femmes entrepreneuses dans plusieurs régions internationales (Welsh, Memili, Kaciak et Al-Sadoon, 2014), y compris dans les pays en développement (Saleh, 2011 ; Arasti, 2008 ; Tahir-Metaiche, 2013). Ces études mettent en lumière les dynamiques de genre à l'œuvre dans l'environnement des femmes entrepreneuses (Bonnetier, 2005 ; Chang, Memili, Chrisman, Kellermanns et Chua, 2009 ; De Bruin, Brush et Welter, 2007 ; Hughes, Jennings, Brush, Carter et Welter, 2012), révélant des difficultés spécifiques liées au réseautage, au financement, à la gestion du personnel, et à la conciliation travail-famille. Ces dynamiques influencent les choix de création d'entreprise, ainsi que la survie et la réussite de ces entreprises (De Vita, Mari et Poggesi, 2014).

Diverses études montrent que les environnements socioculturels marqués par des préjugés sur le rôle et la place des femmes dans la société peuvent avoir une influence négative (De Vita, Mari et Poggesi, 2014 ; Sadi et Al-Ghazali, 2012 ; Levy-Tadjine et Sawma, 2010 ; Kane, 2009). Par exemple, Saporito, Elam et Brush (2013) ont révélé l'impact négatif des stéréotypes de genre sur la relation entre les femmes entrepreneuses et leur banquier, ainsi que sur le niveau des ressources financières obtenues. L'influence des dynamiques de genre dans l'environnement socioculturel semble être plus accentuée dans certains pays que dans d'autres (Rehman et Roomi, 2012 ; Roomi et Parrott, 2008 ; Sadi et Al-Ghazali, 2012). Les autorités politiques et juridiques peuvent également entraver ou, au contraire, encourager l'entrepreneuriat féminin. (Brière, Auclair, Larivière et Tremblay, 2014).

Des recherches réalisées par la Banque mondiale ont révélé que les obstacles à l'obtention de financements étaient en partie dus au accès restreint des femmes à la propriété. (Banque mondiale, 2011). Par ailleurs, le partage des responsabilités familiales et parentales joue également un rôle important, influençant les décisions concernant l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle (Guyot et Lohest, 2007; Lebègue et Paturel, 2008 ; Léger-Jarniou, 2013). Le cadre familial a été reconnu comme l'un des éléments les plus déterminants dans l'engagement entrepreneurial des femmes. (Brière et al., 2014 ; De Vita, Mari et Poggesi, 2014 ; Borges et Simard, 2008 ; Roomi, Harrison et Beaumont-Kerridge, 2009).

Bien que le cadre soit de plus en plus intégré dans les études, les recherches spécifiques aux pays en développement, tels que le Maroc, demeurent encore rares. Cependant, la position des femmes entrepreneures au Maroc est étroitement liée à l'impact du cadre national sur leur activité. Cela souligne l'importance de conduire des études adaptées qui intègrent la dimension de l'environnement personnel, familial, professionnel, institutionnel, et socioculturel dans l'entrepreneuriat féminin.

2.2 Historique de l'entrepreneuriat féminin au Maroc

Les entreprises marocaines ont longtemps été dominées par des structures familiales et masculines. Ce n'est qu'à partir des années 1980 et 1990 que le nombre d'entreprises créées par des femmes a commencé à augmenter au Maroc (SFI, 2005). Cependant, peu d'études ont examiné cette évolution à l'échelle nationale. Une enquête récente menée par l'Association des Femmes Chefs d'Entreprises au Maroc (AFEM, 2010) a révélé qu'en 2009, 16 837 entreprises étaient dirigées par des femmes. La majorité de ces entreprises opèrent dans les secteurs des services (48 %) et du commerce (32 %), et sont généralement de petite taille. D'après cette étude, les entrepreneures marocaines ont bénéficié de divers dispositifs de soutien mis en place par les autorités marocaines, tels que les outils de financement, les campagnes de sensibilisation, le développement des compétences, le réseautage, ainsi que des structures de solidarité. Le rapport McKinsey de 2005 indique que la plupart des entreprises marocaines, y compris celles dirigées par des femmes, sont des très petites entreprises (TPE) opérant principalement dans le secteur informel. Parmi les 90 000 entreprises enregistrées au Maroc, 33 % sont des PME (comptant entre 10 et 50 salariés) et 66 % sont des TPE (moins de 10 salariés).

D'autres recherches sur l'entrepreneuriat féminin au Maroc montrent qu'au départ, les femmes intégraient souvent les entreprises familiales par succession, héritage ou mariage (HCP, 2000b). De nos jours, la majorité des femmes entrepreneures créent leurs propres entreprises. En milieu rural, elles sont principalement actives dans les secteurs de l'agriculture et de l'artisanat, tandis qu'en milieu urbain, elles se concentrent davantage sur les services et le commerce, avec une présence significative dans l'industrie, notamment dans la confection et le textile (HCP, 2000d). Les femmes entrepreneures se retrouvent principalement dans les secteurs des services et du commerce (Rachdi, 2006 ; HCP, 2000b ; AFEM, 2004), avec une présence moins marquée dans l'industrie, y compris le textile et l'agroalimentaire (AFEM, 2010). Denieuil (2005) explique cette forte concentration dans le secteur des services par les obstacles socio-culturels persistants qui associent les femmes aux tâches domestiques comme la couture, l'agriculture et l'artisanat.

Les entrepreneures marocaines sont généralement âgées de 30 à 39 ans (AFEM, 2004), avec la majorité d'entre elles ayant un niveau d'instruction secondaire ou supérieur et une expérience professionnelle significative dans leur domaine. La plupart de ces femmes ont des partenaires parmi leurs proches, ce qui souligne le caractère familial des entreprises au Maroc. Les principales sources de financement pour ces entrepreneures proviennent de l'épargne personnelle et des prêts familiaux.

Bien que les entrepreneures marocaines aient réalisé des avancées significatives ces dernières années, elles continuent de se heurter à divers défis structurels, économiques et socioculturels qui freinent leur progression. D'après une étude de l'AFEM (2010), les principaux obstacles rencontrés par ces femmes incluent un accès limité aux réseaux, la corruption (qu'elles évitent souvent pour accéder aux marchés), ainsi que des difficultés à obtenir des financements, ce qui les conduit fréquemment à se tourner vers l'autofinancement ou à solliciter des fonds auprès de leur entourage familial.

Par ailleurs, une enquête menée par l'AMAPPE (2004-2005) a révélé d'autres obstacles entravant la création et le développement des entreprises féminines. Ces difficultés sont principalement liées aux

valeurs culturelles et aux normes sociales, qui demeurent des freins importants (mentalités, défis spécifiques au statut de femme, etc.).

2.3 L'autonomisation financière des femmes

La question de l'autonomisation financière des femmes (empowerment) a attiré l'attention de nombreux chercheurs issus de divers domaines (Debbagh & Yousfi, 2020 ; Rafiq, 2021; Megder, 2016 ; Drainville, 2011 ; Elghiat, 2011). Les femmes sont reconnues comme des acteurs essentiels dans le développement local (FAO, 2010). Leur contribution au progrès des sociétés est significative lorsqu'elles bénéficient de conditions qui leur permettent de transformer leurs compétences en véritables libertés (Sen, 2010). Néanmoins, il est évident que les femmes occupent souvent une position inférieure à celle des hommes, avec une pauvreté plus marquée. Lorsqu'une femme vit dans un ménage défavorisé, elle subit souvent des désavantages supplémentaires en raison de la nature multidimensionnelle de la pauvreté. Celle-ci ne se limite pas à un manque de revenus, mais inclut également des restrictions en termes de choix et de capacités (accès limité aux ressources, aux services publics, au marché du travail, et à l'exercice du pouvoir) (HCP, 2021).

Cette analyse vise à conceptualiser l'autonomisation des femmes à travers plusieurs critères : la réalisation de capacités fondamentales, l'accès à des garanties juridiques, et la participation aux domaines clés de la vie sociale, économique et politique. Pour les groupes marginalisés ou défavorisés, l'autonomisation nécessite des réformes juridiques et des changements politiques, que ce soit à l'initiative des pouvoirs publics ou sous l'impulsion de la pression sociale, tout en considérant l'évolution progressive de la société en relation avec le développement socio-économique (Valentine & Senftova, 2005).

Dans le contexte marocain actuel, un nouveau modèle de développement participatif est en cours d'élaboration. Le pays est engagé dans un processus de régionalisation avancée tout en élaborant un modèle de développement durable et inclusif, avec un accent particulier sur les groupes les plus vulnérables tels que les jeunes et les femmes. Ainsi, la réduction des inégalités territoriales entre les genres et l'autonomisation des femmes sont devenues des priorités dans les politiques publiques au Maroc.

3. Programmes d'encouragement à l'indépendance financière au Maroc

3.1 Programme National intégré d'Autonomisation Économique des femmes et des filles Maroc-Attamkine

Le Programme National Intégré d'Autonomisation Économique des Femmes et des Filles (PNIAEF), également connu sous le nom Attamkine, vise à promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des filles au Maroc. Ce programme s'inscrit dans une démarche globale de développement et d'égalité des sexes

Tableau 1 : Programme National Intégré pour l'Autonomisation Économique des Femmes

Programme	Description	Objectifs spécifique
Programme national intégré pour l'autonomisation économique des femmes et des filles à Horizon 2030 Maroc-Attamkine	Ce programme repose sur une approche globale et une analyse détaillée des obstacles. Il encourage l'harmonisation des initiatives et projets des divers acteurs concernés, définit clairement les priorités, et garantit une coordination efficace entre les différents secteurs gouvernementaux. Sa préparation a été réalisée de manière participative, en utilisant une méthodologie rigoureuse.	<ul style="list-style-type: none"> - Définir les responsabilités des parties prenantes. - Coordonner les efforts entre les secteurs gouvernementaux. - Assurer une compréhension approfondie des obstacles à l'autonomisation des femmes au Maroc.

Source : élaboré par nous-mêmes



3.2. Les programmes d'appui aux projets générateurs de revenus

Au Maroc, plusieurs programmes soutiennent les projets générateurs de revenus, visant à améliorer l'autonomisation économique et à lutter contre la pauvreté. Voici quelques-uns des principaux programmes :

Tableau 2: programme d'appui aux projets générateurs de revenus

programme	Description	Objectifs Spécifiques
* Initiative Nationale pour le Développement Humain * (INDH)	Démarrée en 2005 en parallèle avec des réformes économiques, l'INDH a pour objectif de développer les infrastructures, de désenclaver les zones rurales et d'améliorer le climat des affaires afin de stimuler les investissements. Elle se concentre sur les populations et les régions les plus vulnérables, tout en soutenant les services de proximité grâce à des projets générateurs de revenus.	- Renforcer les actions sociales en ciblant les populations et zones vulnérables. -Encourager et développer les services de proximité par le biais de projets et de programmes visant à générer des revenus.
Bilan des deux premières phases (2005-2016)	L'INDH a joué un rôle crucial dans la réduction des déficits sociaux et la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation, tant en milieu urbain que rural. Elle a touché 10,4 millions de personnes, réalisé 44 477 projets et 12 777 activités de développement, avec un budget total de 39,5 milliards de dirhams.	- Réduire la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation. - Réaliser des projets de développement au bénéfice de millions de citoyens, y compris les femmes et les filles.
Troisième phase (2019-2023)	Depuis son lancement en 2018, cette phase se caractérise par la mise en œuvre de quatre programmes cohérents et complémentaires, impliquant l'ensemble des acteurs du secteur social. Un budget de 18 milliards de dirhams a été attribué à cette phase, visant à financer des programmes pour combler les déficits, soutenir les personnes vulnérables, améliorer les revenus, et plus encore.	- Comblent les déficits en infrastructures et services de base. - Soutenir les personnes en situation de vulnérabilité. - Augmenter les revenus et favoriser l'intégration économique des jeunes. - Soutenir le développement humain des générations futures.
Programme « Mourafaka », Programme de développement des coopératives	Dirigé par l'Office du Développement de la Coopération (ODCO), ce programme vise à dynamiser le développement des nouvelles coopératives en facilitant leur accès aux marchés et en soutenant leur expansion. Il travaille en partenariat avec l'INDH pour atteindre ses objectifs.	- Créer 500 nouvelles coopératives chaque année. - Soutenir et accompagner 2 000 coopératives entre 2015 et 2018. - Favoriser l'égalité des genres en créant des opportunités économiques pour les femmes et les filles à travers des initiatives génératrices de revenus.
Programme « TATMINE »	Piloté par l'Agence de Développement Social, ce programme soutient les petites filières locales de production et de services. Il vise à promouvoir les acteurs locaux, associations, et coopératives, en développant leurs projets générateurs de revenus et d'emplois stables. Il utilise une approche sectorielle pour structurer les filières et créer un écosystème qui garantit l'autonomie économique des femmes. Le programme a organisé la fédération des coopératives d'Argan en collaboration avec l'UE. Depuis son lancement jusqu'en décembre 2019, il a bénéficié à 16 187 personnes, dont 8 766 femmes, avec un budget total de 346 millions de dirhams, dont 90 millions provenant de l'ADS.	- Promouvoir les acteurs locaux, associations, et coopératives. - Mettre en place des projets visant à créer des revenus et des emplois durables. - Organiser les filières pour renforcer l'autonomie économique des femmes. - Représenter et appuyer les aspirations des femmes en structurant des fédérations telles que celle des coopératives d'Argan.

Source : élaboré par nous-mêmes

3.3 L'entrepreneuriat féminin et l'autonomisation financière des femmes quel lien

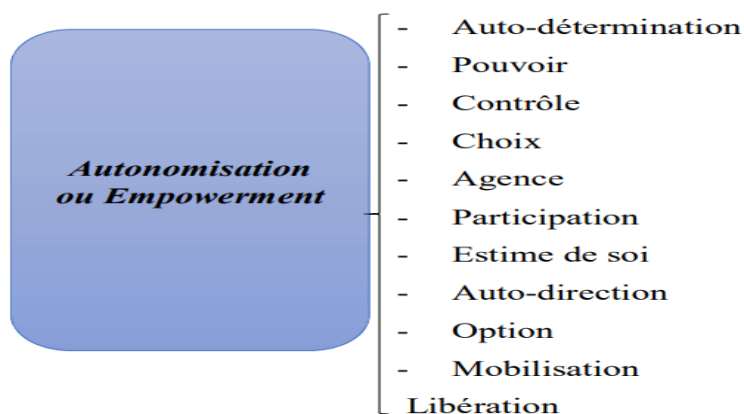
L'entrepreneuriat féminin est fréquemment étudié dans la littérature aux côtés de l'entrepreneuriat dit « immigré », sous la rubrique de l'entrepreneuriat des minorités. Les recherches dans ce domaine se divisent généralement en deux objectifs principaux (Lebègue, 2011). D'une part, certains chercheurs cherchent à intégrer l'entrepreneuriat féminin dans le cadre plus large de l'entrepreneuriat en réalisant des études comparatives pour identifier les similitudes et les différences avec l'entrepreneuriat en général. D'autre part, la communauté académique mène des recherches approfondies, souvent basées sur des études de cas ou des approches longitudinales, pour mieux comprendre les réalités spécifiques des femmes entrepreneures et développer des outils adaptés à leurs besoins, ce qui nécessite une approche méthodologique enrichissante dans ce domaine (Manika, 2011).

Les femmes entrepreneures jouent un rôle crucial dans le développement socio-économique du Maroc (Organisation Internationale du Travail-OIT, 2009). L'entrepreneuriat féminin, qui concerne la création et le développement d'entreprises par des femmes, prend une importance croissante dans de nombreux pays, qu'ils soient développés ou en développement, avec des spécificités adaptées à chaque contexte. Cet entrepreneuriat englobe toutes les activités économiques réalisées par des femmes, y compris la production et la commercialisation. Les femmes, à travers leur esprit d'initiative, s'organisent souvent autour des ressources disponibles pour répondre à leurs besoins. Il est généralement reconnu que les femmes, en tant que "mères de famille", sont particulièrement motivées à entreprendre pour assurer la survie de leur famille et leur propre indépendance financière, ce qui constitue une caractéristique distincte de l'entrepreneuriat féminin. Par ailleurs, cet entrepreneuriat se distingue par ses modes de financement particuliers.

Il est difficile de trouver une définition unique de l'autonomisation (ou empowerment) qui englobe toutes ses dimensions. Chaque définition souligne certains aspects spécifiques. Selon Samman et Santos (2009), Alsop et Heinsohn (2005), et Rowlands (1997), l'autonomisation est le processus par lequel les individus acquièrent du pouvoir sous diverses formes après avoir surmonté des obstacles ou des contraintes. Pour ces auteurs, ce pouvoir doit être pertinent pour atteindre des objectifs précis et permettre de faire des choix réels. Il est crucial que ce pouvoir entraîne des actions concrètes, notamment à travers la prise de décisions, ce qui est un élément clé de l'autonomisation.

L'autonomisation des femmes peut être définie comme un processus par lequel elles renforcent leur capital humain, financier et matériel en saisissant des opportunités économiques (CEA, 2017). Selon la Banque Interaméricaine de Développement (BID), l'autonomisation des femmes se traduit par « l'élargissement des droits, des ressources et des capacités des femmes à prendre des décisions et à agir de manière indépendante dans les domaines social, politique et économique ». Cependant, les définitions actuelles ne mettent pas toujours en avant le rôle actif des femmes dans ce processus, c'est-à-dire leur capacité à agir de manière autonome (Djodjo et al., 2017). Des éléments essentiels tels que l'estime de soi, le droit de choisir et l'accès aux opportunités sont cruciaux. L'absence d'une définition unique et universelle reflète la richesse et la complexité du concept. En fin de compte, ces différentes définitions ne se contredisent pas mais se complètent mutuellement.

Certains thèmes émergent, quelle que soit la perspective ou l'approche de l'auteur. Ils incluent notamment les termes et expressions suivants : (voir le schéma ci-dessous)



Source : élaboré par nous-mêmes à l'aide des documents et des sites consultés.

L'autonomisation financière doit permettre de prendre des décisions éclairées, de contrôler ses ressources et de développer la capacité de se transformer, pour soi-même ou pour les autres, en utilisant les ressources et opportunités disponibles. Cette démarche s'aligne avec les principes du féminisme, qui prône l'égalité des genres et la justice sociale (Djodjo et al., 2017). Des études ont montré que les ressources jouent un rôle de catalyseur, accélérant le processus d'autonomisation, tandis que les résultats en sont le produit final. Toutefois, ces deux éléments ne suffisent pas à garantir une véritable autonomisation. À cet égard, l'agence est souvent considérée par de nombreux chercheurs comme l'élément central (Alsop et Heinsohn, 2005).

L'agence détermine la capacité des individus à faire des choix stratégiques et à contrôler les ressources, ainsi que les décisions qui influencent les résultats. Elle met en avant la capacité à prendre des décisions en réponse aux opportunités offertes par l'environnement économique, social, politique et institutionnel. De plus, l'agence interagit avec l'environnement, qui joue un rôle crucial en facilitant ou non l'accès à ces opportunités, laissant ainsi aux femmes la responsabilité de les saisir. Cette interaction peut produire des résultats variés : positifs (amélioration ou progression de l'autonomisation), neutres (absence de progrès) ou négatifs (effets indésirables) (Djodjo et al., 2011).

4. Freins, difficultés et contraintes aux quelles font face les femmes entrepreneurs au Maroc

Dans cette communication, les obstacles rencontrés par les femmes sont variés et se manifestent principalement sous deux aspects : les défis socio-culturels et les contraintes financières et institutionnelles.

4.1 Difficultés socioculturelles

Les femmes marocaine qui sont déjà entrepreneures au Maroc sont fréquemment confrontées à des enjeux ancrés dans les habitudes, usages et pratiques culturelles encore très présentes dans la communauté. La plupart des entrepreneures interrogées soulignent qu'elles font face à des comportements sociaux négatifs, souvent fondés sur des préjugés de genre, en particulier au commencement de leur carrière ou quand elles sont jeunes et non mariées. De nombreuses femmes reconnaissent que leur genre a posé, ou pose encore, des obstacles tant au sein de leur cercle familial

qu'à l'extérieur. La majorité des femmes sondées admettent que le fait d'appartenir au genre féminin a un impact direct ou indirect touche principalement la fonction entrepreneuriale.

Bien que, sur le plan légal, les femmes marocaines ne soient plus obligées de solliciter la permission de ces proches pour exercer une fonction professionnelle, la réalité reste bien différente. Selon les femmes interrogées, cette pratique demeure courante au Maroc. Beaucoup d'entre elles, de manière implicite ou explicite, ressentent toujours le besoin d'obtenir l'approbation de leur entourage pour pratiquer leur profession sans contrainte, souvent de la part de leur époux. Comme le souligne une entrepreneure : « Parfois, je dois demander la permission à mon mari... j'essaie de surmonter ce problème... car mon travail nécessite de nombreux déplacements. À cet égard, je pense que les femmes souffrent plus que les hommes. » [Mme Amal]. Ce contexte réduit considérablement la capacité d'agir librement et de diriger l'entreprise de quelques individus féminins, les amenant généralement à consulter leurs proches avant de prendre des décisions.

En outre, les femmes entrepreneures interrogées mentionnent divers obstacles dans leur environnement professionnel. Elles évoquent des difficultés telles que l'intimidation, le déficit de fiabilité, et l'hésitation de leurs associés, bénéficiaires, et prestataires, surtout au début de leur activité.

4.2 Difficultés institutionnelles et financières

Le principal obstacle évoqué par les femmes entrepreneures concerne la lenteur et la complexité des procédures administratives. Une grande majorité des femmes exprime une méfiance envers les pouvoirs administratifs, souvent en raison de la bureaucratie excessive et de la complexité des démarches. Ces obstacles administratifs allongent le temps nécessaire pour lancer un projet, drainant l'énergie des entrepreneures et pouvant parfois les décourager au point d'abandonner leurs projets.

Concernant les structures de soutien, la majorité des femmes interrogées ne les connaissent pas ou les utilisent peu. Une entrepreneure a ainsi affirmé : « Un organisme d'appui où l'on peut obtenir toutes les informations en même temps, je ne pense pas que cela existe au Maroc, en tout cas, moi, je n'en connais pas » [Mme Khadija]. Certaines femmes expliquent cette méconnaissance par le manque d'efforts des autorités pour diffuser largement les informations et rapprocher ces services des entrepreneurs. D'autres, même informées de leur existence, préfèrent s'appuyer sur leur entourage pour avoir de l'aide, au lieu de solliciter ces structures. Deux femmes seulement ont rapporté avoir eu recours à l'assistance de ces établissements, qu'elles considèrent comme précieuse, en particulier pour l'élaboration de leur plan d'affaires et la préparation à la gestion et à l'entrepreneuriat. Toutefois, elles auraient souhaité un accompagnement plus soutenu. Certaines estiment également que ces organismes ne sont pas suffisamment attentifs aux besoins spécifiques des femmes marocaines, qui nécessitent un soutien plus adapté. Une entrepreneure a déclaré : « Il faudrait un organisme d'aide spécifiquement pour les femmes. Il y a des femmes divorcées avec des enfants qui n'ont pas de famille pour les soutenir et qui sont souvent discriminées ; elles ont vraiment besoin de l'aide des structures d'appui... » [Mme Chaibia].

De manière inattendue, le financement, souvent cité comme un obstacle majeur dans d'autres études, apparaît ici en dernier lieu. Bien que les femmes interrogées n'aient pas fait appel aux institutions financières, elles reconnaissent que l'accès à un financement bancaire (emprunt) constitue un défi majeur, indépendamment du genre. Elles estiment que les banques ne discriminent pas les femmes, mais que les garanties exigées sont trop élevées et ne tiennent pas compte de critères comme la

pratique, les qualifications ou le parcours. De manière générale, les femmes considèrent que le système financier marocain n'est pas convenablement avancé pour appuyer la pérennisation et l'essor des TPE/PME. D'autres difficultés, bien que moins fréquentes, ont également été mentionnées. Les femmes expriment leur mécontentement à propos de niveau des prestations fiscales, notamment en ce qui concerne la diversité des taxes, la rétention du personnel formé dans l'entreprise, et la pénurie de travailleurs qualifiés. Ces préoccupations apparaissent également relevées dans divers recherches (Lituchy et Reavley, 2004 ; Pardo-del-Val, 2010).

5. Recommandations & perspectives d'avenir

L'entrepreneuriat féminin au Maroc est un enjeu majeur, avec de nombreuses recommandations et perspectives à envisager pour favoriser la croissance de ce secteur. Voici quelques pistes pour encourager et soutenir l'entrepreneuriat des femmes au Maroc:

Tableau 3 : propositions des recommandations et des perspectives

Mesures	Objectifs
Éducation et Formation	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'éducation des femmes en entrepreneuriat en établissant des cours de formation et de soutien spécifiquement conçus pour répondre à leurs besoins. • Mettre en place des ateliers, séminaires et formations axés sur des compétences clés en entrepreneuriat, telles que la gestion financière, le marketing et la planification stratégique.
Accès au Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Créer des programmes de financement spécifiques pour les entrepreneuses, y compris des prêts à des taux d'intérêt abordables et des subventions. • Inciter les investisseurs à soutenir les entreprises dirigées par des femmes en offrant beaucoup d'avantages fiscaux ou plus d'incitations financières.
Réseautage et Mentorat	<ul style="list-style-type: none"> • Établir des réseaux professionnels et des associations d'entrepreneuses pour favoriser le partage d'expérience, les conseils et le mentorat. • Encourager les entrepreneuses expérimentées à soutenir les nouvelles entrepreneuses en tant que mentors.
Sensibilisation et Promotion	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser le public à l'importance de l'entrepreneuriat des femmes et aux avantages économiques et sociaux qu'il apporte. • Mettre en avant les réussites des entrepreneuses marocaines à travers des campagnes de communication.

Égalité des chances	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'équité des opportunités en supprimant les obstacles juridiques et culturels qui freinent l'entrepreneuriat féminin. • Encourager l'implémentation des politiques de conciliation travail-vie personnelle pour les entrepreneuses, notamment la garde d'enfants abordable.
Accès aux Marchés Internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les entrepreneuses à exporter leurs produits ou services en facilitant l'accès aux marchés internationaux et en fournissant un soutien pour la conformité réglementaire.
Collecte de Données	<ul style="list-style-type: none"> • Collecter des données sur l'entrepreneuriat des femmes au Maroc pour mieux comprendre les défis auxquels elles sont confrontées et élaborer des politiques adaptées.
Collaboration	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager la collaboration entre le gouvernement, le secteur privé, les ONG et les institutions académiques pour soutenir l'entrepreneuriat des femmes de manière holistique.

Source : élaboré par nous-mêmes à l'aide des documents et des sites consultés.

Il est crucial que le Maroc poursuive ses efforts pour soutenir l'entrepreneuriat féminin, car cela peut considérablement stimuler l'économie nationale en encourageant l'innovation, La génération d'emplois et la diminution des disparités de genre

6. Conclusion

La femme entrepreneure est une force économique cruciale qui mérite un soutien renforcé pour développer ses activités. Pour réussir, elle doit s'adapter aux changements et adopter de nouvelles méthodes d'affaires, telles que les technologies récentes. La confiance en soi et en ses compétences est essentielle pour affronter les défis, transformer les erreurs et les critiques en opportunités d'amélioration.

Avec une vision claire et ambitieuse, tout en restant réaliste, la femme entrepreneure doit investir des efforts considérables pour concrétiser ses idées et faire avancer sa mission. Elle doit constamment chercher des moyens de renforcer l'efficacité et l'efficience de son entreprise. Encourager les investissements en faveur des femmes est une stratégie efficace pour promouvoir l'égalité et stimuler un avancement économique globale et pérenne.

Les stratégies de financement ciblés pour les femmes entrepreneures peuvent avoir un impact significatif sur la croissance, parce que les femmes tendent à réinvestir une part importante de leurs budgets dans la santé, l'enseignement, la formation et le confort familial. Parallèlement, il est crucial de supprimer les discriminations dans les initiatives, stratégies et approches économiques et sociales qui sont capables de freiner la contribution pleine et entière des femmes à l'économie nationale et à la société.

Bibliographie

- Fayolle, A. (2012). *Entrepreneuriat: Apprendre à entreprendre*. Paris: Dunod.
- Bouzekraoui, H. (2010). *Les obstacles au développement de l'entrepreneuriat féminin au Maroc* (Thèse de doctorat, École Nationale de Commerce et de Gestion de Tanger, Université Abdelmalek Essaâdi).
- Salman, N., El Abboubi, M., & Henda, S. (2012-2013). *Les femmes chefs d'entreprise au Maroc*. 11e édition Congrès International Francophone en entrepreneuriat et PME.
- Constantinidis, C., El Abboubi, M., Salman, N., & Cornet, A. (2017). Female entrepreneurship in a society in transition: Analysis of three profiles of women entrepreneurs in Morocco. *International Entrepreneurship and Management Journal*, 30(3-4).
- Benazzi, L., & Benazzi, K. (2016-2017). *L'entrepreneuriat féminin au Maroc : Réalité, freins et perspectives de réussite*. *Revue Marocaine de Gestion et d'Economie*, 3(7).
- Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc (AFEM). (2004-2005). *Étude sur l'entrepreneuriat féminin au Maroc : Présentation des résultats*. Casablanca: AFEM.
- Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc (AFEM). (2009). *L'entrepreneuriat féminin au niveau de l'Oriental : Synthèse de l'étude*. Oujda: AFEM.
- Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc (AFEM). (2010). *L'entrepreneuriat féminin au Maroc : Bilan et perspectives*. Casablanca: AFEM.
- Agenor, P. R., & El Aynaoui, K. (2005). Politiques du marché du travail et chômage au Maroc : Une analyse quantitative. *Revue d'économie du développement*, 19(1), 5-51.
- Aidis, R., Welter, F., Smallbone, D., & Isakova, N. (2007). Female entrepreneurship in transition economies: The case of Lithuania and Ukraine. *Feminist Economics*, 13(2), 157-183.
- Association Marocaine de l'Appui à la Petite Entreprise (AMAPPE). (2005). *Deux guides d'appui et accompagnement à la création d'entreprises*. Rabat: AMAPPE.
- Baines, S., & Wheelock, J. (1998). Working for each other: Gender, the household, and micro-business survival and growth. *International Small Business Journal*, 17(1), 17-35.
- Bargach, J. (2005). *Quels horizons pour la famille « marocaine » de demain ? prospective Maroc 2030*. In Actes du forum II, la Société marocaine : Permanences, changements et enjeux pour l'avenir (pp. 161-170). Casablanca.
- Barkallil, N. (2005). Genre et activités économiques au Maroc, la persistance de la précarité dans l'activité féminine. In Livre Blanc (p. 43). Rabat: Haut-Commissariat au Plan.
- Beltran, C. P. (2006). Femmes, changement social et identité au Maghreb. *IEMed. Collection Quaderns de la Mediterrania*, 7, 99-104.
- Benradi, M. (2006). *Prospective « Maroc 2030 » dynamique sociale et évolution des statuts des femmes au Maroc*. Rabat: Haut-Commissariat au Plan.
- Bird, B., & Brush, A. (2002). Gendered perspectives on organizational creation. *Entrepreneurship Theory & Practice*, 26(3), 41-66.
- Boussetta, M. (2011). *Entrepreneuriat féminin au Maroc : Environnement et contribution au développement économique et social*. Dakar: ICBE-RF Research Report (10-11).
- Bruni, A., Gherardi, S., & Poggio, B. (2004). Entrepreneur-mentality, gender, and the study of women entrepreneurs. *Journal of Organizational Change Management*, 17(3), 256-268.
- Carrier, C. (2006). Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin : Une synthèse des études des 25 dernières années. *Gestion*, 31(2), 36-50.
- Cayado, E. (2008). La lutte contre l'exclusion des femmes au Maroc et en France. In Colloque Rabat, Collection ONDH (p. 9).
- Cered. (1995). *Famille au Maroc : Les réseaux de solidarité familiale : Emploi et stratégies familiales*. Rabat: Ministère chargé de la population.
- Coleman, S. (2000). Access to capital and terms of credit: A comparison of men- and women-owned small businesses. *Journal of Small Business Management*, 38(3), 37-52.
- Coleman, S. (2004). Access to debt capital for women- and minority-owned small firms: Does educational attainment have an impact? *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 9(2), 127-143.

- Constantinidis, C., Cornet, A., & Asandei, S. (2006). Financing of women-owned ventures: The impact of gender and other owner- and firm-related variables. *Venture Capital*, 8(2), 133-157.
- Constantinidis, C. (2010). Représentations sur le genre et réseaux d'affaires chez les femmes entrepreneures. *Revue Française de Gestion*, 3(202), 186-205.
- Cornet, A., & Constantinidis, C. (2004). Entreprendre au féminin : Une réalité multiple et des attentes différenciées. *Revue Française de Gestion*, 4(15), 191-204.
- Cornet, A., & Bonnivert, S. (2008). De l'importance d'introduire les contextes culturels et nationaux pour comprendre la relation leadership et genre. In *A quoi sert la GRH ? Actes du 19e Congrès de l'Agrih* (pp. 17). Dakar, Sénégal.
- Demartino, R., & Barbato, R. (2003). Differences between women and men MBA entrepreneurs: Exploring family flexibility and wealth creation as career motivators. *Journal of Business Venturing*, 18(6), 815-832.
- Denieuil, P. N. (2005). *Femmes et entreprises en Tunisie : Essai sur les cultures du travail féminin*. Paris: Le Harmattan.
- Day-Hookoomsing, P. (2002). La situation de la femme entrepreneur face à la nouvelle donne économique à l'île Maurice. In *L'entrepreneur et le P.M.E. face aux transformations du monde des affaires* (pp. 16). Montréal: HEC.
- Doyle, W., & Young, J. D. (2001). Entrepreneurial networks in the micro-business sector: Examining differences across gender and business stage. *Journal of Small Business and Entrepreneurship*, 16(1), 40-55.
- Eagly, A. E., & Johannesen-Schmidt, M. C. (2001). The leadership styles of women and men. *Journal of Social Issues*, 57(4), 781-797.
- Fitzgerald, M. A., & Winter, M. (2001). The intrusiveness of home-based work on family life. *Journal of Family and Economic Issues*, 22(2), 75-92.
- Galland, O. (2005). Permanences et mutations du système de valeurs : Comparaison internationale Europe-Maroc. In *Prospective Maroc 2030* (pp. 171-201). Casablanca.
- Gray, K. R., & Finlez-Hervey, J. (2005). Women and entrepreneurship in Morocco: Debunking stereotypes and discerning strategies. *International Entrepreneurship and Management Journal*, 1(2).